



acta
LES INSTITUTS
TECHNIQUES
AGRIQUES #



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE

Contribution EGALIM



Etats généraux de
l'alimentation
2017

Ouvrons l'accès des données météo aux acteurs du monde agricole dans le cadre des démarches de service public

- *Atelier 11 : Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable - Lundi 9 octobre*
- *Atelier 12 - Lutter contre l'insécurité alimentaire, s'assurer que chacun puisse avoir accès à une alimentation suffisante et de qualité en France et dans le monde*

Les productions agricoles sont fortement déterminées par les conditions météorologiques et chaque nouvelle campagne le montre à nouveau (rendement blé en 2016, gel sur les vignes en 2017, ...). Dans un contexte de réduction des intrants, l'agriculture doit faire face à de grands enjeux fortement dépendants des conditions météorologiques, notamment en production végétale.

Météo France développe au titre de sa mission de service public, des informations climatologiques et prévisionnelles pour permettre de sécuriser différents domaines et secteurs d'activités (risques incendie, transports aéroportuaire, routes, crues, etc...). Ces prestations ne font l'objet d'aucune facturation auprès des acteurs économiques, pompiers, aviation civile, préfetures, ... qui en sont utilisateurs : elles sont financées sur la base d'accords entre les ministères concernés qui abondent au budget de Météo France au titre de la surveillance et sécurité du territoire.

Pourquoi une démarche similaire n'existerait elle pas au niveau de l'agriculture, au titre de la sécurisation de la production alimentaire et du respect environnemental ?

Dans le contexte de production actuel qui vise à réduire de manière drastique l'intrant phytosanitaire, l'agriculture doit pouvoir accéder à des données météorologiques fiables, performantes et homogènes à des conditions tarifaires raisonnables pour prétendre pouvoir réduire efficacement les traitements, limiter pour l'agriculteur les risques sanitaires tout en sécurisant les rendements et garantir aux consommateurs des aliments de qualité, en quantités suffisantes.

Actuellement, les données disponibles sont nombreuses et de plus en plus précises (données de stations classiques ou spatialisées, mais aussi radar de pluie au km ou prévisions à échelle fine). Le monde agricole, par nature éclaté (500 000 exploitations), et les structures d'accompagnement qui le sont également pour couvrir la diversité des territoires et des filières font que l'accès aux données se fait au cas par cas, par ces acteurs, moyennant finance. Ainsi, la même donnée est achetée plusieurs fois, pour un même besoin et au prix fort. Par le passé, différentes demandes et initiatives ont abordé cette problématique, mais les solutions proposées n'ont pas été à la hauteur des enjeux.

Le monde agricole doit se mobiliser pour faire valoir ses intérêts et afin que les services ministériels concernés s'entendent sur un accord global facilitant l'accès aux données météorologiques de Météo France, au titre de la sécurité alimentaire et environnementale.

Retrouvez cette contribution sur la plateforme EGALIM. Votez, réagissez !
<https://goo.gl/Zz37nk>

Acta, les Instituts Techniques Agricoles (*)

APCA, les Chambres d'Agriculture

Réseau Agriculture et Numérique de l'Acta

Contact : numerique@acta.asso.fr

numerique.acta.asso.fr/egalim2017_meteo

(*) notamment :

- IFV – Institut Français de la Vigne et du Vin
- Arvalis - Institut du végétal
- Terres Inovia
- ITB – institut technique de la betterave
- FN3PT - Fédération Nationale des Producteurs de Plants de Pomme de Terre